

254/12
BRE
PARTI DE L'ISTIQLAL

BREF APERÇU SUR
LE MAROC

AVANT LE PROTECTORAT
SOUS LE PROTECTORAT

et

LES ASPIRATIONS DU PEUPLE MAROCAIN



Bureau de Documentation
et d'Information

(Edition française)



1954

Avant-propos

Le problème marocain suscite l'intérêt le plus vif dans les milieux internationaux. Mais il fait trop souvent l'objet d'informations inexactes ou tendancieuses.

La présente note a précisément pour but d'apporter à tous ceux qui s'intéressent à ce problème les éléments objectifs intéressant l'Histoire du Maroc, le régime colonial actuel et les aspirations du peuple marocain. Au surplus, ce travail n'est que le résumé d'une documentation plus complète et plus importante, « Le Maroc » (avant le protectorat, sous le protectorat, faillite du protectorat), que nous tenons à la disposition de tous ceux qui désireraient une information plus approfondie.

LA PHYSIONOMIE DU MAROC

Trait d'union africain entre l'Europe et l'Amérique, riche d'une grande histoire, poste stratégique décisif commandant le détroit de Gibraltar, le Maroc est devenu, depuis le Traité de protectorat de 1912, un territoire divisé en trois zones :

- 1° Une zone sous le protectorat français (capitale Rabat) ;
- 2° Une zone sous l'influence espagnole (capitale Tétouan) ;
- 3° Une zone sous l'administration internationale (capitale Tanger).

Il convient d'ajouter une zone que l'Espagne s'est attribuée à l'extrême sud (Rio-de-Oro).

La population peut être évaluée pour l'ensemble du pays à 12 millions environ d'habitants. Pour la zone sous protectorat français, un recensement du 1^{er} mars 1947 a donné les résultats suivants : 8.088.551 Marocains musulmans, 203.838 Marocains israélites, 324.997 étrangers européens.

La langue officielle du pays, depuis la conquête arabe, a toujours été l'arabe. A côté d'elle, existent certains idiomes berbères.

A propos de la « race » marocaine, le géologue français E. Doutte a écrit : « On peut diviser le Maroc en arabophones et berbérophones, en nomades ou en sédentaires, en montagnards ou en habitants des plaines, on peut y distinguer des groupes plus ou moins imprégnés de la civilisation islamique, mais la division en Arabes et Berbères est vaine, parce qu'elle ne s'appuie sur aucun fait précis en l'état actuel de la science, même au point de vue ethnographique. » D'après l'historien Ibn Khaldoun, ce qui caractérise ce « peuple brave et puissant », c'est « l'attachement farouche à la liberté et à l'indépendance ».

La douceur du climat, l'abondance des eaux, la richesse du sous-sol, la fertilité du sol ont fait appeler ce pays « la

perle de l'Afrique du Nord » ou la « Californie africaine ». Cultures de céréales, cheptel abondant, gisements de phosphates, fer, plomb, cobalt, pétrole, manganèse, industries citadines des textiles, du cuir, commerce international. le Maroc présente, au point de vue économique, une grande variété qui explique les convoitises dont il a toujours été l'objet.

L'histoire du Maroc

A partir du IX^e siècle de l'ère chrétienne, le Maroc a été le centre d'un grand empire s'étendant des rives de l'Ebre, en Espagne, aux confins de la Libye. Le premier résident général français, le maréchal Lyautey, écrivait à ce propos : « Plus je fréquente les indigènes, plus je vis dans ce pays, plus je suis convaincu de la grandeur de cette nation... Ici, grâce à la permanence du pouvoir assurée dans toutes les dynasties qui se sont succédé d'une manière continue, grâce au maintien, malgré les révolutions, des institutions essentielles, nous avons trouvé un empire constitué et, avec lui, une belle et grande civilisation. »

Rappelons très sommairement quelques phrases de cette histoire. Au cours de la période préislamique, le Maroc tient en échec Carthage et Rome, subit l'invasion vandale et reprend son essor au IV^e siècle. La période islamique a permis, selon l'historien Terrier, une sorte de symbiose entre « l'âme berbère et l'essence de l'Islam. » En 1709, le Maroc est annexé à l'Empire des califes d'Orient. Mais cette conquête est surtout spirituelle, et ce sont les Berbères qui forment le gros des armées dites sarrazines qui combattent en Espagne et arrivent jusqu'au Sud de la France, en 732. Notons les grandes dynasties musulmanes : les Idrissides, avec Idris, le fondateur ; les Almoravides, avec les princes de Fès, souverains de l'Espagne et du Maroc, possesseurs des Baléares ; les Almohades, avec le glorieux El Mansour, qui vainquit les Espagnols à Alarcos et donna le plus vif éclat à la civilisation andalouse (la Giralda de Séville, la Koutoubia de Marrakech, la Tour Hassan) ; les Mérinides régnèrent non seulement sur le Maroc, mais également sur Tlemcen et en Ifrikia (Tunisie) ; les Saâdiens se défendirent contre la « revanche » espagnole et organisèrent une puissante armée. La dernière dynastie, encore régnante, les Alaouites, permirent au Maroc de connaître, au XVII^e et au XVIII^e siècle, une période de calme et de se consacrer, dans une situation de plus en plus difficile, au maintien de l'unité et à la défense du pays.

Au cours de cette longue histoire, le Maroc a enrichi par son apport autonome la civilisation universelle : apport

musulman et oriental, amour de la liberté et de la gloire, générosité, sens de l'hospitalité, activité intellectuelle et commerciale des grandes villes (Fès compta plus d'un million d'habitants), organisation du négoce international, université « La Karaouyne », centre de rayonnement universel, théorie de la musique, architecture harmonieuse, grands savants (Idrissi, « professeur de géographie de l'Europe »), hommes de lettres, juristes.

« Effacez les Arabes de l'histoire, écrit Libri, cité par Gustave Le Bon, et la renaissance des lettres sera retardée de plusieurs siècles en Europe. » Porteurs et créateurs de culture, les Marocains ont influé par l'Andalousie sur la civilisation occidentale.

Le Maroc et la diplomatie internationale

jusqu'au traité du Protectorat

Pendant la période la plus prospère de son histoire en tant que nation indépendante, le Maroc a eu une très grande activité diplomatique, marquée par de nombreux traités où il fit preuve du plus grand libéralisme envers l'Angleterre, le Danemark, l'Espagne, les Etats-Unis d'Amérique, la France, la Hollande, l'Italie, le Portugal, la Suède.

Mais avec le XIX^e siècle et le début de l'ère coloniale commença la grande épreuve. Cependant, jusqu'en 1904, l'Angleterre, puissance maritime maîtresse du détroit de Gibraltar, se pose en défenseur de l'indépendance marocaine et parvient à imposer le maintien du « statu quo ».

En 1880, par la convention de Madrid reconnaissant à toutes les puissances signataires le traitement de la nation la plus favorisée, le Maroc réussit à se protéger provisoirement.

Mais la France, maîtresse de la Tunisie et de l'Algérie, affirme ouvertement ses visées sur l'Empire chérifien. Elle mène une série d'actions diplomatiques de nature à « désintéresser » les puissances « gênantes » : **arrangement franco-italien** du 1^{er} novembre 1902 (liberté d'action réciproque au Maroc et en Tripolitaine); **accord franco-anglais** du 8 avril 1904 (la France s'engage à ne pas gêner l'action anglaise en Egypte et obtient, en revanche, les mains libres au Maroc); **convention franco-espagnole** du 30 octobre 1904 (l'Espagne adhère à l'accord franco-anglais du 8 avril et se voit attribuer au Maroc une sphère d'influence).

Le Maroc se tourne vers l'Allemagne en espérant y trouver le contrepoids nécessaire à la défense. Le 31 mars

1904, l'empereur Guillaume II débarque à Tanger, où il fait une déclaration favorable à un « Maroc libre, ouvert à la concurrence pacifique de toutes les nations ».

« L'acte d'Algésiras » du 15 janvier 1906 proclame la souveraineté et l'indépendance de Sa Majesté chérifienne, l'intégrité de Son empire, l'égalité commerciale entre les puissances représentées.

Mais après l'incident d'Agadir (envoi d'un navire de guerre allemand, le « Panther », dans un port marocain), la France négocie avec l'Allemagne, et par le traité du 4 novembre 1911, moyennant la cession à l'Allemagne du Congo, elle obtient pleine liberté d'action au Maroc. Dès lors, la porte est ouverte au « protectorat français ».

Le souverain Moulay Hafid signe le traité le 30 mars 1912, il abdiquera le 12 août en déclarant : « On m'a lié pieds et poings, et on m'a dit : gouverne ! » Il a du moins obtenu que, « juridiquement », son pays ne soit pas considéré comme « colonie ». Comme l'écrit M. Chauvel (« Notion d'Etat et de nationalité au Maroc »), « l'histoire diplomatique du Maroc montre que la souveraineté des sultans a eu depuis fort longtemps, et à maintes reprises, l'occasion de se manifester dans le domaine international ». Le traité reconnaît formellement cette souveraineté.

Les institutions marocaines

avant le Protectorat

Le Maroc est un Etat musulman organisé selon les règles constitutionnelles du droit musulman. Le roi préside aux destinées du pays, centralise les pouvoirs exécutif, législatif et judiciaire. Il est à la fois chef temporel et chef spirituel. Le gouvernement royal comprend les services de la Cour et les services de l'Etat (grand vizir et vizir de l'Intérieur, vizir des Affaires étrangères, vizir de la Guerre, vizir des Finances, vizir de la Justice). Un représentant impérial (naïb) réside à Tanger, où se trouve le corps diplomatique. Dans les provinces, l'autorité royale s'exerce par l'intermédiaire de gouverneurs civils (oummal ou pacha). Il existe des djemaas, assemblées consultatives locales. Le service militaire n'est pas obligatoire, mais la mobilisation générale peut être ordonnée en cas de péril et le recrutement s'opère à raison d'un combattant par foyer.

Au point de vue judiciaire, le souverain est en principe juge suprême. mais en fait il délègue ses pouvoirs aux

« cadis », juges de droit commun. Pour les étrangers, existe le régime des capitulations (ils sont soumis à leur loi nationale et jugés par leurs consuls respectifs, sauf dans les différends immobiliers).

Le régime du protectorat va consister en fait à transformer en administration directe à peine déguisée de la puissance occupante ce gouvernement autonome, que les derniers sultans, indépendants, tentaient de moderniser et de réformer dans la voie démocratique. Du gouvernement, il ne subsistera plus que le Sultan, le grand vizir, le ministre de la Justice islamique et le ministre des Fondations pieuses.



LE MAROC

SOUS LE PROTECTORAT

Le protectorat peut être examiné du point de vue juridique et du point de vue de l'état de fait. Juridiquement, il reconnaît l'indépendance de l'Etat protégé ; en fait, il a abouti à sa suppression par l'administration directe.

Résumant la doctrine internationale en la matière, le maréchal Lyautey écrivait : « La conception du protectorat est celle d'un pays gardant ses institutions, se gouvernant et s'administrant lui-même avec ses organes propres, sous le simple contrôle d'une puissance européenne. »

De cette définition découlent des conséquences importantes :

1° Le protectorat suppose un lien de nature contractuelle ; l'Etat protecteur ne peut aggraver la situation de l'Etat protégé. La jurisprudence considère cette convention comme un accord international.

2° Le protectorat suppose deux personnes juridiques distinctes : l'Etat protégé n'est pas absorbé par l'Etat protecteur. Ainsi, le Parlement français a reconnu que la convention franco-italienne du 28 septembre 1896 n'avait pas à être ratifiée par lui, le ministre des Affaires étrangères de France ayant agi, en l'occurrence, comme mandataire du bey de Tunis.

Le territoire protégé est, du fait de cette situation juridique, un territoire étranger ; ses ressortissants ne sauraient être assimilés à la nationalité de l'Etat protecteur ; le chef d'Etat protégé a la situation juridique d'un chef d'Etat et bénéficie de l'immunité reconnue par le droit international ; les services publics rattachés à l'Etat protégé appartiennent à cet Etat, comme l'a reconnu le Conseil d'Etat français ; la

guerre éclatant entre protecteur et protégé est une guerre internationale, faisant apparaître le statut de belligérance : l'état de guerre existant entre l'Etat protecteur et un autre Etat n'engage pas automatiquement l'Etat protégé.

En conclusion, si l'Etat protecteur violait le traité de protectorat, l'Etat protégé pourrait recourir aux instances internationales.

Tel est le protectorat du point de vue juridique. Dans la pratique, comme le reconnaît le professeur de droit international Le Fur, « assez souvent, de nos jours, après un certain temps de protectorat, il ne reste guère qu'une souveraineté nominale : l'ancien souverain. On se trouve alors en présence d'une annexion progressive et déguisée. »

C'est ce qui s'est passé au Maroc.

Le traité de 1912 (1)

Le traité de protectorat que Moulay Hafid fut contraint de signer à Fès, le 30 mars 1912, correspond bien à la définition générale du protectorat, en droit international.

L'analyse de ses clauses démontre en effet : 1° que l'Etat marocain contracte à l'égard de l'Etat français l'obligation de consentir aux occupations militaires nécessaires, à certaines réformes proposées, sous réserve de mise en œuvre par l'Etat marocain, et qu'il délègue en outre, à l'Etat protecteur, le droit de représentation diplomatique ; 2° que l'Etat protecteur respecte la pleine souveraineté politique et religieuse du Sultan, ainsi que les principes constitutionnels qui régissent l'organisation de l'Empire chérifien.

Comment le traité de Protectorat a été violé au profit d'un régime de fait d'administration directe

Le témoignage du maréchal Lyautey

Le maréchal Lyautey lui-même souligne comment, par quelle poussée quasi irrésistible on est passé du protectorat à l'annexion de fait :

« Le Maroc est un protectorat. Mais ce mot, qui contient pourtant une doctrine coloniale grande et simple, est regardé le plus souvent comme une étiquette et non comme une vérité. On y voit sinon un mensonge, du moins une formule

(1) Voir le texte du traité en annexe.

théorique, une formule de transition destinée à disparaître après des modalités successives. C'est là le résultat de la plupart de nos expériences coloniales. Et ce sentiment est tellement fort qu'au Maroc comme ailleurs, avant la guerre, on résistait avec peine et déjà presque sans conviction à cette poussée que beaucoup croient fatale vers le gouvernement direct, vers l'annexion de fait, précédant l'annexion légale. »

De fait, le premier résident général tenta en définitive, vainement, d'appliquer sa conception du protectorat. Il essaya de la justifier par l'intérêt économique de la France et par ce fait souvent souligné dans ses rapports : « Nous avons trouvé ici un Etat et un peuple. » Ses discours au Sultan, ses instructions aux fonctionnaires français témoignent de cet aspect et de cette « méthode ».

Mais, sous l'effet d'attaques conjuguées, la « méthode » devait échouer. Déjà, le 6 juin 1912, Lyautey devait repousser un projet d'organisation de la résidence qui, selon son expression, « ne tendait à rien moins qu'à consacrer une annexion véritable ». Mêmes observations en 1913 (justice), en 1915, en 1917, en 1922 (recrutement militaire) : « D'après le traité, le Maroc, bien que protégé, jouit d'une réelle autonomie, sous la souveraineté du Sultan. » Notons cette remarque : « Les institutions françaises n'ont pas de place au Maroc. Nos nationaux peuvent y avoir des organismes et une représentation professionnelle, mais ne peuvent y avoir une représentation politique. »

Dans son « Examen de conscience » du 18 novembre 1920, le premier résident fait ainsi le point de son expérience :

« Toutes les mesures administratives sont prises en son nom (au nom du Sultan). Il signe les dahirs. Mais dans la pratique, il n'a aucun pouvoir réel... Le grand vizir, les vizirs ne participent à aucune délibération sur les affaires importantes, traitées exclusivement en dehors d'eux, dans les services français... Ce serait absolument une illusion de croire que les Marocains ne se rendent pas compte de la mise à l'écart des affaires publiques dans laquelle ils sont tenus. Ils en souffrent et ils en causent. Il se forme chez eux une jeunesse qui se sent vivre et veut agir, qui a le goût de l'instruction et des affaires. A défaut des débouchés que notre administration lui donne si maigrement et dans des conditions si subalternes, elle cherchera sa voie ailleurs et cherchera à se grouper elle-même pour formuler ses revendications, comme cela s'est déjà produit. Il est urgent de crier : casse-cou ! »

Déjà, diverses atteintes avaient été portées au principe de l'intégrité de l'Empire chérifien par la convention de Madrid du 27 novembre 1912, où la France concède à l'Espagne

une zone d'influence séparée par une frontière ; par la convention du 18 décembre 1923, qui fait de Tanger une « troisième zone » séparée et soumise à l'administration directe. Après le départ du maréchal Lyautey, nous allons assister au triomphe du système colonial.

Dès lors, il ne s'agit plus que de constater l'état qui s'est imposé et qui signifie l'administration directe plus ou moins déguisée, l'annexion de fait

L'administration directe dans la politique et dans l'administration

Les rouages de l'Etat protégé ont été transformés en organes d'exécution placés sous la dépendance étroite d'une hiérarchie politique et administrative de l'Etat protecteur.

Le gouvernement marocain (makhzen) n'a plus qu'un pouvoir fictif. Le grand vizir, théoriquement chef de l'administration, est en fait substitué par le secrétaire général du protectorat, nommé par Paris. Le vizir de la Justice se voit refoulé dans l'administration d'une branche de la justice marocaine, sous le contrôle d'un administrateur français. Le vizir des Habous (fondations pieuses) dépend d'un contrôleur français.

Tous les autres départements sont, en fait, directement dirigés et administrés par des fonctionnaires français qui dépendent du résident général : directeurs de l'Agriculture, Finances, Travail et questions sociales, Production industrielle, Office des P.T.T., Travaux publics, Instruction publique, Santé publique et Famille.

Le commissaire résident général a, en fait, des pouvoirs illimités : il a l'initiative des lois et le contrôle ; il les soumet au sceau du Sultan (dahirs) ou à la signature du grand vizir (arrêtés viziriels). Mais en cas de veto, il passe outre, en édictant illégalement les « arrêtés résidentiels ». C'est cette pratique qui a considérablement étendu le domaine de l'administration directe. L'organe fondamental de l'administration française, la direction de l'Intérieur et de la Sécurité publique, constitue en réalité un véritable ministère de l'Intérieur, dont les attributions étaient dévolues, avant le protectorat, au grand vizir. L'administration régionale est entre les mains de contrôleurs civils français (pour l'administration) et d'officiers généraux français (pour l'armée). Le contact direct

entre S.M. le Sultan et ses représentants régionaux, les pachas et caïds, est systématiquement entravé.

L'administration municipale est assurée par une commission municipale choisie par l'administration française.

Après près de quarante ans de protectorat, il n'y a pas, au Maroc, d'assemblée élue et délibérante. Il n'y a pas de corps consultatifs spécifiquement marocains. Les Chambres corporatives, les Chambres françaises de commerce et d'industrie et les Chambres françaises d'agriculture, créées par arrêtés résidentiels, jouent un rôle prépondérant. Depuis 1947, ont été créées les Chambres marocaines. C'est à l'occasion de simulacres d'élections organisées par la résidence qu'ont éclaté les incidents de Casablanca du 1^{er} novembre 1951

Un Conseil de gouvernement a été créé du fait exclusif de l'autorité résidentielle. Il comporte deux sections. La section française se compose :

a) des représentants des Chambres françaises de commerce, d'industrie et d'agriculture, désignés par le résident général et formant les deux premiers collèges ;

b) d'un troisième collège élu au suffrage universel direct par tous les Français et Françaises résidant au Maroc, et non-électeurs dans les deux premiers collèges.

La section marocaine ne comporte qu'un collège désigné par les représentants des Chambres de commerce. Les autres collèges se composent de délégués qui sont désignés par le résident général.

Tandis que la section française qui siège séparément exerce un véritable contrôle sur le budget, au nom des intérêts de la haute colonisation, la section marocaine ne peut se permettre de critiquer le projet de budget. En décembre 1950, les rapporteurs, MM. Lyazidi et Laghzaoui ont été expulsés par le résident général pour avoir, au moyen des chiffres officiels du budget, condamné l'administration du protectorat

Le régime actuel

ou la politique du Protectorat par les chiffres (1)

Nous reproduisons d'ailleurs ci-après le tableau des chiffres dressé d'après le budget officiel de 1951, qui constitue l'expression la plus frappante et la plus irréfutable du système de domination issu de l'administration directe de la « puissance protectrice » :

RENSEIGNEMENTS DEMOGRAPHIQUES

Marocains :	Européens :
8.500.000	
dont plus de 75 % de ruraux.	1946 305.000
1.500.000 ouvriers agricoles ;	1950 410.000
500.000 ouvriers industriels	zone politique de peuplement.

I. — RECETTES

1. IMPOTS DIRECTS (tertib et prestations, patentes, prélèvements sur les traitements et les salaires, etc.) :

8.010,5 millions, soit 21,2 %.

Principal impôt : le tertib (impôt agricole), deux cinquièmes des impôts directs.

Contribuables marocains : 3.236.685.188 (moyenne par ha. : 419).

» européens : 372.519.610 (moyenne par ha. : 332)

Les neuf dixièmes du tertib sont supportés par le fellah marocain qui paye par hectare 24 % de plus que le colon

2. IMPOTS INDIRECTS (droits de douane, enregistrement, timbre tabac) :

21.970 millions, soit 58 %.

Frappent surtout les produits importés de consommation courante (sucre, thé, cotonnades et denrées coloniales) ;

Supportés pour près de 94 % par la population marocaine ;

Donc fiscalité défectueuse, ne tenant pas compte des facultés contributives des assujettis et accordant les plus grandes facilités aux gros agriculteurs, aux entreprises capitalistes, industrielles et commerciales, qui bénéficient de l'absence de l'impôt général sur le revenu, de l'impôt sur les valeurs mobilières, de certaines taxes indirectes sur les valeurs mobilières, de la taxe sur le chiffre d'affaires, de la taxe sur les plus-values immobilières.

(1) Chiffres puisés dans le projet de budget pour l'année 1951, établi par la résidence générale de France au Maroc.

3. PRODUIT DES DOMAINES ET DES EXPLOITATIONS (P.T.T., phosphates). — 7.804,6 millions, soit 20,7 %.

II. — DEPENSES

a) BUDGET ORDINAIRE (en milliers de francs) :

1. Dette publique	3.934.797	10,4 %
2. Dépenses de fonctionnement :		
Personnel et matériel	19.349.860	51,2 %
Gros travaux d'entretien	2.399.343	21,9 %
3. Dépenses de travaux neufs et de premier établissement	3.550.000	9,4 %

b) BUDGET D'EQUIPEMENT (en milliers de francs)

Equipement administratif	1.328.800
» économique	18.666.400
» social	6.176.000
Frais d'émission	29.000

REMARQUES. — 80,2 % du budget ordinaire sont absorbés par les différentes administrations.

— Effectif total :

1938 19.145 fonctionnaires ;
1950 41.450 » soit 105 % d'augmentation

— Proportion de Marocains :

9 % des emplois des cadres supérieurs ;
96 % » » subalternes.

— Forces de police :

14.219 sur 41.450 et coûtent 15 % du budget.

— Privilèges accordés aux fonctionnaires européens

18 sortes d'indemnités.

— Cette administration déjà pléthorique et dépensière prévoit, pour son extension, 1.328,8 millions.

— L'administration de l'intérieur, la gendarmerie, la sécurité publique englobent 43,8 % du budget d'équipement

— 390.290.000 francs sont prévus pour l'achat de voitures de tourisme par ces différents services.

— Dépenses militaires et gendarmerie : 1.839.580.000 francs.

EFFORTS DEPLOYES POUR LA SATISFACTION DES BESOINS LES PLUS URGENTS DU PEUPLE MAROCAIN

A. — ENSEIGNEMENT :

Enfants scolarisables : Marocains, près de 1,5 million ;
Européens, 58.645.

Enfants scolarisés : Marocains, 99.707 (soit 7 %) :
Européens, 58.645 (soit 100 %).

Le budget ordinaire prévoit 4.719.022.000 francs, soit 12,6 % :

6 %	sont affectés à l'enseignement européen ;
6 %	» » musulman
1 enfant européen	coûte au budget 32.000 francs
1 » marocain scolarisé	coûte 16.000 »

Bourses d'enseignement supérieur : Européens, 299 ;
Musulmans, 106

B. — SANTE PUBLIQUE :

5,9 % du budget depuis 1947.

La direction de la Santé ne dispose que de 200 médecins, soit 1 pour 45.000 habitants (1 pour 120.000 habitants dans les campagnes)

Nombre de médecins marocains	12
» de policiers	14.000

C. — JUSTICE CHERIFIENNE :

350.840 francs, soit 0,9 %, alors que la situation de la justice chérifienne est lamentable :

« Pas de palais de justice, pas de magistrats. Pas de lois. Droits de la défense inexistantes. Liberté individuelle nulle. Abus d'autorité incontrôlable. » (Bâtonnier BONNET.)

Le budget ordinaire consacre par contre à la justice française (bâtiments les plus modernes, développement continu de son équipement en personnel et matériel) 409.804.000 francs

Le budget d'équipement prévoit 115 millions pour son extension.

D. — HABITAT MAROCAIN :

Besoins. — Le « Plan Piaux » de 1945 estimait que la population des bidonvilles s'élevait à 300.000 habitants.

En 1950, les 5 bidonvilles de Casablanca comptent, à eux seuls, 200.000 habitants. Il faudrait donc, estime-t-on, 35.000 logements.

Le budget ordinaire ne prévoit pas de crédits.

Le budget d'équipement accuse une réduction de 30 % par rapport à 1950.

Les efforts faits en faveur de l'habitat européen ont nécessité 3.525.900.000 contre 2.191.900.000 pour l'habitat marocain.

E. — AGRICULTURE ET PAYSANNAT :

Après trente-huit ans, les conditions de travail de la grande masse des fellahs sont restées ce qu'elles étaient auparavant; bien plus, notre agriculture donne des signes inquiétants d'usure des terres, de diminution de rendement et d'appauvrissement général des populations rurales :

1939 :	surfaces cultivées par les Marocains	4.645.000 ha.
1948 :	»	» 3.950.000 ha.

Résultats des secteurs de modernisation du paysannat après cinq ans

Actif : création de 30 secteurs ;

culture en association de 20.000 hectares ;

envoi de 30 étudiants aux écoles agricoles de France.

Passif : les cultivateurs sont écartés de la gestion de leur patrimoine ;

se sont prolétariés ;

les S.M.P. grèvent le budget de 1.638.028.000 francs

Chemins tertiaires : leur importance en milieu rural. -- Les crédits alloués sont dérisoires : 350 millions. Leur entretien incombe aux budgets régionaux qui sont alimentés :

1° Par des prestations en nature dues uniquement par des Marocains : en 1949, 447.513 prestataires ayant fourni 1.790.000 journées de travail ;

2° Par des prestations en argent : en 1948, les Marocains ont payé 728.310 ; les non-Marocains, 32.108, soit 4,5 % du montant total.

Mais la plupart de ces chemins tertiaires, qui s'appelaient d'ailleurs « chemins de colonisation », ne desservent que les fermes des colons.

Irrigation. — Le dernier programme d'équipement prévoit des crédits importants : 1948, 1.472 millions ; 1951, 4.100 millions. Le prix de revient varie entre 100.000 et 165.000 francs à l'hectare ; sauf le cas du périmètre de Beni-Amer, les bénéficiaires des huit autres périmètres d'irrigation sont, à quelques exceptions près, des colons européens.



CONCLUSION. — Ces chiffres se dispensent de tout commentaire. Non seulement ils concrétisent la politique suivie par le protectorat depuis trente-huit ans, mais ils constituent par eux-mêmes un jugement qui condamne sans appel ledit régime.

On constate que rien n'a été fait pour associer l'élite marocaine, tandis qu'on invoque comme suprême excuse l'absence de cadres.

On est en réalité fondé à se demander si le secret d'une telle politique ne se trouve pas dans les lignes suivantes, extraites de l'ouvrage « Le Protectorat marocain », de M. André Collier :

« Si l'administration centrale est restaurée par nous dans toute sa puissance, si le prestige du Sultan chef spirituel et chef temporel est exalté, si autour de lui nous groupons un noyau de fonctionnaires indigènes parmi les plus intelligents et les plus énergiques du pays, nous constituons ainsi un organisme extrêmement fort qui sert aujourd'hui notre politique, mais qui, le jour où il nous échapperait et se retournerait contre nous, provoquerait, selon l'expression de notre premier résident, notre « expulsion d'un souffle. »

L'organisation judiciaire

La justice est devenue aussi un instrument au service de l'administration du protectorat. Aucune réforme n'a été introduite pour moderniser l'ancien système. L'organisation se caractérise par l'absence de séparation entre les pouvoirs administratif et judiciaire (pachas et caïds sont administrateurs et juges), par une mosaïque de juridictions (tribunaux berbères, dits coutumiers), par l'absence de codes (ni code pénal, ni code civil, ni code de procédure criminelle, ni code de procédure civile). Les juges sont payés par les justiciables. Le caïd vend la justice au plus offrant. Cela pour les Marocains, car les Français ont leur juridiction régulière.

En bref, comme le dit le bâtonnier Neigel, un des maîtres du barreau français au Maroc : « La caractéristique du régime actuel est un complet mépris de la liberté individuelle. Le sujet marocain est emprisonnable à merci. » (Congrès des avocats, 27-28 mai 1949.) Le bâtonnier Bonnet résume ainsi la situation : « Pas de palais de justice. Pas de magistrats. Pas de lois. Droits de la défense inexistantes. Liberté individuelle nulle. Abus d'autorité incontrôlable. » (Assemblée générale des avocats de Casablanca, 10 février 1950.)

La politique économique du Protectorat

La Charte des Nations Unies fait une obligation aux puissances qui exercent un protectorat de permettre l'évolution du pays protégé, en donnant la primauté aux intérêts économiques et culturels de ce dernier.

Or, le régime économique issu du protectorat se caractérise par les traits de domination au profit de la puissance protectrice.

Le Maroc est, avant tout, considéré comme réservoir de matières premières dont l'exploitation n'est conçue par les capitalistes français ou autres que sous l'angle du profit immédiat, et par l'administration sous l'angle des besoins de l'économie française : pas d'industrie nationale, insuffisance de l'équipement, insuffisance de l'exploitation du sol et du sous-sol.

En second lieu, la prépondérance est donnée aux intérêts français dans les principaux secteurs de l'économie marocaine. Les classes laborieuses, l'artisanat, le paysannat sont abandonnés à la misère et à l'inadaptation technique. Aucun plan rationnel de mise en valeur et d'harmonisation des différents secteurs n'existe. La contrepartie en francs français de l'aide Marshall a surtout été utilisée pour favoriser l'établissement et l'implantation d'entreprises françaises.

Dans le domaine agricole, sur une superficie de 15 millions d'hectares cultivables, moins de 5 millions sont exploités. Les colons français détiennent près d'un million d'hectares; 67 % de ces exploitations ont une superficie supérieure à 300 hectares. La colonisation est favorisée sous forme de prêts et d'aide technique. Fermes modèles. Le paysan marocain a connu plusieurs famines : en 1937 et 1945, près d'un million de personnes périrent. Les superficies cultivées par les Marocains sont passées de 4.645.000 hectares en 1939 à 3.950.000 hectares en 1948. Un prolétariat rural s'est créé, ayant un niveau de vie très bas : 1.500.000 pour une population de plus de 8 millions, pas de droit syndical, pas de minimum vital, salaire entre 35 et 150 francs par jour.

Les « Secteurs de modernisation du paysannat », réforme introduite en 1944, ont abouti à quelques réalisations symboliques qui ont coûté 1.688.028.000 francs et qui servent à titre de propagande.

Dans le domaine de la production industrielle et minière, l'unique exploitation bien conduite dans son ensemble est celle des phosphates (Office des phosphates chérifien) qui fournit au monde 25 % de sa consommation.

Le cobalt (gisement le plus riche du monde), le manganèse (virtuellement 10 % de la production mondiale), le fer, le plomb, le zinc, le molybdène, le pétrole sont à peine exploités.

L'artisanat marocain, qui fut si prospère (160.000 ouvriers et patrons), est voué aux crises chroniques et est concurrencé par l'industrie française. Quelques réformes de principe (ateliers-pilotes), décidées en 1948, n'avaient pas vu le jour en 1950.

Au point de vue du commerce extérieur, l'économie marocaine n'est considérée que comme complémentaire de l'économie française : 70 % des exportations marocaines sont dirigées vers la zone franc.

Au point de vue financier, le franc marocain est rattaché au franc français et subit ses vicissitudes. L'inflation est aggravée par l'afflux de capitaux français, sans contrepartie de biens d'équipement susceptibles d'accroître la production. L'indice du prix de la vie est passé de 100 en 1938 à 2.179 en 1951.

A l'exception de l'Office chérifien des phosphates, toutes les autres entreprises minières sont des sociétés privées, contrôlées et exploitées par des actionnaires étrangers. Près des deux tiers du capital investi dans les secteurs-clés de l'économie marocaine se trouvent sous le contrôle de sociétés privées étrangères et de particuliers non marocains.

Tout se passe comme si le Maroc était administré pour le profit d'une société de capitalistes étrangers, par un conseil d'administration appelé « la Résidence ». Le bilan des comptes publié plus haut, à partir du budget de 1951, est l'expression chiffrée de cet état de fait.

La condition de la classe ouvrière marocaine

La classe ouvrière marocaine se compose essentiellement de 400.000 travailleurs de l'industrie, du commerce, du sous-sol, et de 1.500.000 ouvriers agricoles, dont 400.000 petits propriétaires. La main-d'œuvre européenne représente moins de 5 % de la main-d'œuvre du Maroc.

La législation sociale (code du travail, sécurité sociale) n'est pas appliquée au Maroc. Le budget du travail est de 0,28 %.

Certains textes sociaux concernent les travailleurs européens. Les dispositions concernant l'ensemble de la main-d'œuvre (durée de travail, repos hebdomadaire, congés payés) ne sont pas étendues aux salariés de l'agriculture.

Il existe trente inspecteurs du travail environ pour tout le Maroc.

Au point de vue syndical, les Européens ont le droit de constituer des syndicats professionnels. Le dahir du 24 juin 1938 interdit aux Marocains de s'affilier à des syndicats européens et de former des syndicats entre eux. Ce dahir prévoyait même des peines qui ont été abrogées en 1950, tandis que l'interdiction elle-même subsiste. Les ouvriers marocains de quelques entreprises industrielles tolérés dans les syndicats français, depuis seulement 1946, sont l'objet de répressions policières et se trouvent exposés aux sanctions des patrons.

La résidence française a présenté un projet tendant à accorder aux travailleurs marocains, à l'exclusion des travailleurs agricoles, le droit syndical, mais avec interdiction d'occuper plus de 50 % des sièges dans les bureaux de fédération et de confédération des syndicats, les autres 50 % devant être obligatoirement réservés aux Européens. Dans une contre-proposition, S.M. le Sultan a demandé le droit syndical pour tous les travailleurs marocains, y compris les travailleurs agricoles, et il a ainsi commenté cette contre-proposition : « Les dirigeants doivent être choisis librement et démocratiquement, sans distinction de race, de confession ou de nationalité. Cette conception du syndicalisme n'a rien de racial. La conception raciale est plutôt celle de la résidence générale, qui impose un minimum de 50 % de Français dans les comités des syndicats. »

Les conventions collectives du travail, qui existent en principe, sont difficilement applicables pour les Marocains, attendu qu'ils n'ont pas le droit de représentation syndicale qui les habilite à leur discussion.

A défaut, un statut-type garantit théoriquement quelques avantages sociaux, mais donne au patron autorité absolue sur le salarié : amendes, licenciement sans préavis.

Les allocations familiales n'étaient, jusqu'en 1947, accordées qu'aux Européens. En 1950, elles existent pour tous, mais avec des tarifs discriminatoires, au point que, par exemple, à qualification égale, un conducteur européen qui a huit enfants touche 41.963 francs, alors qu'un Marocain de même catégorie n'en touche que 5.612.

Le pouvoir d'achat est, en 1951, inférieur de 50 % à 1938. Les prix sont à l'indice 2.179, les salaires, 1.095.

Les salariés agricoles ont, en 1950-1951, des salaires journaliers de 35 à 150 francs ; les femmes ne dépassent pas

50 francs. En septembre 1951, un organisme consultatif a été créé pour ces salariés, mais ils ne s'y trouvent pas représentés. La durée du travail à la campagne est de 10 à 12 heures par jour ; dans certaines régions, le travail est obligatoire sous peine d'amende ou d'emprisonnement ; il n'y a pas de législation sociale

Le droit de grève n'existe pas pour les travailleurs marocains. De nombreuses répressions, en avril 1948 à Khouribga ((phosphates), en juin 1948 à Djerrada (charbonnages), en août 1950 à Safi (pêcheurs), en décembre 1950 à Fédala, ont été exercées du seul fait de l'action gréviste.

Hygiène et santé publique

Dans ce pays que la misère prédispose aux épidémies et aux maladies, le budget de la santé publique est de 5,9 %.

Dans les campagnes, il y a un médecin pour 120.000 habitants. Pour 200 médecins, il existe au Maroc 14.000 policiers. Sur 84 hôpitaux et infirmeries : 65 infirmeries, 4 hôpitaux européens ; 15 fondations sanitaires et hôpitaux marocains.

Taux de mortalité infantile : Européens, 84,1 pour mille ; Marocains, 283,60 pour mille.

Le Maroc est le pays au monde où la mortalité infantile est la plus élevée, avec le protectorat anglais de Sierra-Leone.

Le logement

Le budget ordinaire de l'exercice 1951 ne prévoit pas de crédits pour l'habitat marocain. Cependant, il est bien connu qu'existent au Maroc, au pourtour des grandes villes, des agglomérations appelées « bidonvilles », où sont entassés dans des taudis immondes faits de planches et de boîtes de conserve plus de 300.000 Marocains.

Les travaux exécutés ou en cours d'exécution depuis 1942 sont : habitat européen, 2.380 ; habitat marocain, 6.113.

Rappelons que la population est de 8 millions de Marocains et de 410.000 Européens (en augmentation depuis 1945, où les Européens étaient 305.000).

La condition de la culture et de l'enseignement national

Le Maroc, avant le protectorat, était doté d'un système d'enseignement florissant ainsi décrit (A. Colliez : « Notre protectorat) :

« Nous avons devant nous, à Fès, l'université Karaouyne qui, pendant dix siècles, a fourni à l'Islam africain ses cadres intellectuels... Nous nous trouvons, en effet, en présence d'une merveilleuse floraison d'écoles, grandes et petites, fonctionnant dans l'ombre des quartiers urbains ou sous la tente des villages. »

Aujourd'hui, les écoles dispensant la culture arabe, qui subsistent de l'ancienne organisation nationale, sont combattues par les autorités françaises qui entravent leur développement à cause de leur caractère national. De nombreuses poursuites ont été engagées contre les directeurs et instituteurs, membres de conseils d'administration, qui se sont traduites par des emprisonnements, des éloignements, la fermeture des écoles. Au surplus, des dispositions ont été prises pour empêcher la modernisation et l'extension de l'enseignement en limitant les programmes.

Les écoles du protectorat sont organisées sous direction française.

Le caractère exclusif donné à la langue française, comme langue d'enseignement et de culture, leur donne une orientation politique qui s'aggrave de dispositions destinées à diviser les enfants marocains (écoles franco-berbères). En octobre 1950, l'effectif s'élevait à 114.407 élèves pour l'enseignement primaire et secondaire destiné aux musulmans.

Du côté européen, les effectifs sont de 53.759, c'est-à-dire que la scolarisation est à peu près totale.

Pour l'enseignement technique, il y a 3.441 élèves, parmi lesquels on compte 3.001 non-Marocains.

Le nombre des Marocains scolarisables (de six à quatorze ans) est, d'après le recensement du 1^{er} mars 1947, de 1.826.253 musulmans ; de sorte que la scolarisation n'est, en ce qui les concerne, que de 7,5 % (en ne tenant pas compte de l'augmentation croissante de la population) ; 13 % du budget sont consacrés à l'enseignement marocain et européen ; 15 % sont consacrés à la police.

Pourtant, d'éminents professeurs de l'Université et du Maroc avaient, dans une commission de l'enseignement, éla-

boré une charte qui représentait la possibilité d'un grand progrès. Elle a été repoussée.

La radio est sévèrement contrôlée par l'administration et orientée dans le sens de la politique de la Résidence. Les Marocains n'y prennent aucune part réelle.

En ce qui concerne le cinéma, la censure sévit et interdit les films susceptibles de contribuer à l'éducation du peuple marocain, comme ce fut le cas pour le film égyptien « Le Général Lachin » et le film « Fathou Misr » (Conquête de l'Egypte), « Le Voyage de S.M. le Sultan à Tanger », un « Reportage sur la fête du Trône en 1948 ».

La violation des droits de l'homme au Maroc

Dans la Déclaration universelle des droits de l'homme adoptée par l'Assemblée générale des Nations Unies, le 10 décembre 1948, il est dit notamment : « Considérant qu'il est essentiel que les droits de l'homme soient protégés par un régime de droit pour que l'homme ne soit pas contraint, en suprême recours, à la révolte contre la tyrannie et l'oppression... » Il est indiqué, en outre, que la déclaration a toute sa valeur, qu'il s'agisse « d'un pays indépendant ou non autonome » et quelles que soient la race, la couleur, la religion et l'opinion. Voyons quelle est la situation au Maroc, au regard des libertés et des droits ainsi universellement proclamés et reconnus.

1° Liberté individuelle et sûreté des personnes. — Seuls les tribunaux français au Maroc appliquent le code pénal et le code d'instruction criminelle. Les tribunaux marocains n'ont pas de code à appliquer. Le bâtonnier Neigel a dit : « Le sujet marocain est emprisonnable à merci. » Internements administratifs, résidence forcée, violation du droit au secret de la correspondance privée, du domicile, des droits de la personne humaine, en ce qui concerne les Marocains, sont choses courantes

2° Liberté du travail. — Elle est inexistante pour les travailleurs agricoles, soumis à la corvée et souvent requis au service du contrôleur, du caïd ou du colon. Le 10 septembre 1951, des commerçants musulmans ont été condamnés pour fermeture de magasin un vendredi, considéré par les musulmans comme jour férié.

3° Liberté de réunion et de manifestation. — L'état de siège est toujours en vigueur pour les Marocains. « Il ne peut être tenu de réunion publique ou privée sans l'autorisation préalable de l'autorité militaire, après avis de l'autorité locale de contrôle. Seuls les citoyens français pourront prendre la

parole au cours des réunions publiques et privées, et la langue française devra être seule employée. L'accès de la réunion pourra être interdit aux sujets marocains. » (Ordre du 14 mars 1945. modifié le 26 avril 1947.)

Les infractions sont passibles de 1 an à 5 ans de prison et d'amende.

4° Liberté de la presse. — Le régime de la presse consiste dans l'autorisation préalable et dans l'exigence d'un gérant responsable qui ne soit pas Marocain. La censure préalable est restée en vigueur jusqu'au 1^{er} août 1951. Quand la censure existait, elle s'exerçait même sur les communiqués de S.M. le Sultan.

5° Droit d'association. — Toute association est soumise au régime de l'autorisation préalable, sous peine de dissolution et d'amende. Pratiquement, sauf pour trois associations sportives, toutes les demandes d'association marocaines ont été refusées.

On sait qu'en matière syndicale, les Marocains n'ont pas le droit de constituer des syndicats. La Résidence n'admet ce droit qu'avec des discriminations inacceptables.

6° Liberté d'enseignement. — L'enseignement privé musulman est victime de mesures discriminatoires : écoles réservées aux enfants du sexe masculin, autorisation préalable des autorités françaises.

7° Liberté des cultes. — Surveillance policière exercée sur le culte musulman, peines sévères contre certains officiers du culte, pèlerinage à La Mecque surveillé et filtré (visa).

8° Droit de propriété. — Ce droit n'est pas respecté, car une loi de décembre 1927 assimile « l'expropriation pour la création du périmètre de colonisation à l'expropriation pour cause d'utilité publique ». Des milliers de paysans ont été ainsi expropriés.

9° Liberté de circuler. — Il faut un passeport pour se déplacer d'une zone marocaine à une autre zone marocaine avec un visa spécial. A l'intérieur de la zone française, il faut un sauf-conduit pour se rendre d'une région à une autre. Un visa spécial est nécessaire aux Marocains pour sortir du Maroc et même pour aller en France. En France, un visa de sortie est requis pour certains pays comme la Suisse, la Belgique par exemple.

10° Respect de la personne et de la dignité humaines. — De vastes pénitenciers existent pour les Marocains à Adir, Ali-Moumen, Khouribga, Ifrane, Port-Lyautey. Régime de travaux forcés, punitions corporelles, femmes maltraitées, organisation pénitentiaire en contravention avec toute la législation des pays civilisés.

LES ASPIRATIONS NATIONALES DU PEUPLE MAROCAIN ET SA RÉSISTANCE

Les traditions de fierté et d'indépendance du peuple marocain lui faisaient un devoir de résister à un régime d'oppression et d'administration directe. Sous des formes diverses, sa résistance n'a jamais cessé. L'actuel résident général, le général Guillaume, dans un de ses livres (« Les Berbères marocains et la pacification de l'Atlas »), écrit à propos des paysans berbères : « Cette horreur instinctive éprouvée contre toute contrainte et toute domination explique la résistance désespérée, opposée à toute pénétration étrangère ; toujours prêt à défendre le sol de sa tribu ou à se lancer à l'attaque à l'appel de ses frères. C'est un guerrier incomparable, le meilleur, sans conteste, de l'Afrique du Nord. »

La guerre du Maroc donna à l'armée française la preuve de la capacité de résistance nationale de ce peuple. En novembre 1914, les Marocains de l'Atlas remportent une victoire à la bataille d'El-Herri. De 1917 à 1920, nous assistons à une série de guérillas (résistance des Zaïans). La guerre du Rif se greffa sur celle de l'Atlas. De 1922 à 1926, Abd el Krim tint tête à la coalition franco-espagnole, après avoir défait l'armée espagnole. Les derniers épisodes de la résistance armée se déroulèrent de 1931 à 1936 dans le haut Atlas.

La résistance politique

A la résistance armée, succède la résistance politique. Le nationalisme marocain participe à cette réaction de l'indépendance et non de la xénophobie.

Le Dahir berbère fut à l'origine du mouvement national.

Le 16 mai 1930, un décret appelé « Dahir berbère » imposé pendant la Régence visait à soustraire, dans un but de division, la population qualifiée arbitrairement de berbère, à la législation musulmane en vigueur depuis plusieurs siècles. Près des 3/5 de la population du Maroc se trouvait soustraite à la législation du Sultan. Dans le domaine culturel, on avait ainsi créé l'école berbère, d'où fut banni l'enseignement de l'arabe.

L'élite marocaine réagit et manifesta. La répression lui répondit : bannissement, emprisonnement, supplice de la flagellation. Cette action parvint cependant à obliger le gouvernement français à réviser partiellement certaines dispositions du « Dahir berbère ».

L'élite marocaine poursuivit son action en organisant un « Comité d'action marocaine ». Ce comité se proposa d'éclairer l'opinion française et de faire connaître les aspirations du peuple marocain. Une revue fut créée à Paris, « Maghreb », avec des personnalités politiques françaises, un hebdomadaire en langue française, l'« Action du Peuple ». Le Comité d'action marocaine mit au point un « Plan de réformes » dont voici les grandes lignes : application stricte du traité de protectorat, et suppression de toute administration directe ; unité administrative et judiciaire pour tout le Maroc ; participation des Marocains à l'exercice du pouvoir dans les différentes branches de l'administration ; séparation des pouvoirs cumulés par les pachas et les caïds ; création de municipalités, de conseils de circonscription, de chambres économiques et d'un Conseil national formé des représentants marocains musulmans et israélites.

Le « Comité » connut un grand succès. Il décida de tenir des congrès dans différentes villes. Des délégations partirent à Paris, auprès du « gouvernement de Front populaire », mais ne furent pas reçues. Le résident général Noguès, à l'issue d'un meeting tenu à Casablanca, le 1^{er} novembre 1936, fit arrêter les leaders marocains. Par l'action, on obtint la libération des détenus. Parallèlement à l'action politique, le comité se consacra à la renaissance scolaire et culturelle, et Allal El Fassi fut l'ardent promoteur de ce mouvement d'éducation populaire. Le succès du Comité d'action fut tel que l'administration prise

de panique prononça sa dissolution le 18 mars 1937. En France, les efforts des délégués marocains Haj Ahmed Balafrej et Haj Omar Abdeljalil restèrent vains.

En avril 1937, un congrès national clandestin décida de constituer le « Parti national marocain ». Les incidents se multiplièrent. Quinze morts à Meknès, une centaine de blessés, arrestations de masse. Les organes « L'Action du peuple », « L'Atlas », « Maghreb » furent interdits.

Le mouvement d'El Ouazzani se solidarisa avec le Parti national dont les leaders furent arrêtés (Allal El Fassi, Mohammed Lyazidi, Omar Abdejalil, Ahmed Mékouar). Allal El Fassi fut dirigé sur le Gabon où il resta neuf ans ; Ouazzini se vit assigner une résidence forcée.

Cependant, la veille de la guerre, le Parti national envoya une délégation, le 26 août 1939, auprès de la Résidence, pour affirmer la solidarité franco-marocaine et offrir son concours devant le péril menaçant. Il tint parole durant la guerre

Cependant, les grandioses événements ne devaient rien modifier de l'attitude de l'administration française. Ni le débarquement des alliés, ni l'installation à Alger du Comité français de libération, ni le rétablissement de la légalité républicaine n'apportèrent de changement au « statu quo ». C'est dans ces conditions qu'est né le Parti de l'Istiqlal. Il groupa l'ex-Parti national, les représentants des associations culturelles, des personnalités de l'ex-Mouvement national, des personnalités influentes de la société marocaine.

Le Parti de l'Istiqlal présenta, le 11 janvier 1944, un manifeste à S.M. le Sultan du Maroc demandant : 1° l'indépendance, l'unité et l'intégrité territoriale du Maroc ; 2° l'établissement d'un régime démocratique.

Ces principes furent ainsi précisés :

Indépendance du Maroc, liberté sous toutes ses formes, réorganisation du pays, monarchie constitutionnelle, coopération internationale.

Dans un exposé des motifs, l'Istiqlal expliquait que l'évolution dans le cadre du régime du protectorat n'avait même pas permis de réformes, il fallait donc sortir de ce cadre pour aller vers l'indépendance et la démocratie qui permettraient alors des réformes démocratiques et la modernisation.

L'administration riposta par la répression. Le 23 janvier, Haj Ahmed Balafrej, secrétaire général de l'Istiqlal, sous l'in-

culpation monstrueuse « d'intelligences avec l'ennemi », Mohamed Lyazidi et d'autres dirigeants furent arrêtés. Des manifestations eurent lieu à Fès, Rabat, Salé. La troupe tira. Bilan : des centaines de morts, de très nombreux blessés, plus de cinq mille arrestations. Condamnations à mort et exécutions. Une vague de terreur traversa le Maroc pendant les années 1944 et 1945.

L'Istiqlal multiplia les appels pour convaincre les Français de sa volonté de respecter leurs intérêts et de négocier une nouvelle convention librement consentie. Le nouveau résident, Erik Labonne, libéra le leader, Allal El Fassi, le secrétaire général Balafrej, ainsi que Ouazzani. Le dialogue n'aboutit pas.

Le 9 avril 1947, S.M. le Sultan devait se rendre en visite solennelle à Tanger, et l'administration redoutait ce voyage. Le 7 avril 1947, au matin, un incident banal de rue, à Casablanca, fut l'occasion d'un véritable massacre des passants marocains par les tirailleurs sénégalais. Le discours du Sultan à Tanger fit date. Sa Majesté, en même temps qu'Elle saluait la Ligue des Etats arabes, proclamait les droits du peuple marocain à l'unité, à la liberté, à la souveraineté.

La presse française demanda la « mise au pas » du souverain. Un mois après, M. Erick Labonne était remplacé par le général Juin

La crise marocaine

La crise marocaine prend sa source précisément de cette contradiction entre la pression exercée par le général Juin d'une part, et d'autre part, la volonté nationale marocaine exprimée par S.M. le Sultan et le mouvement national du pays.

La mission du général Juin se précisa à la lumière de ses premières déclarations, de ses premiers actes, ou de ses premiers incidents : amener le Palais et le peuple marocain à se détourner de l'idée d'indépendance, de la Ligue arabe, les tourner vers « l'Union française ». Retirer jusqu'aux apparences du pouvoir législatif au Sultan, en créant un conseil mixte de ministres, présidé par le secrétaire général du protectorat, obtenir de Sa Majesté, qu'Elle se sépare de certains fonctionnaires de son entourage, au profit de fonctionnaires dociles au protectorat. Créer des municipalités où l'on donne légalement droit de cité à la colonie française, en contravention avec le traité de protectorat et avec l'opinion plus haut citée du maréchal Lyautey. Créer un cadre de pachas et de khalifes

nommés directement par les autorités françaises. Transformer le « Conseil de gouvernement », de conseil privé du résident, en une assemblée d'aspect parlementaire, où la moitié des sièges seraient attribués à la colonie française. Devant les premières résistances du souverain marocain, on recourut à de basses méthodes : diffusion de tracts abjects et grossiers, par les soins du directeur de l'Intérieur, qui dut finalement être désavoué. Utilisation des confréries discréditées à des fins de discorde et de fanatisme.

Dans ses discours officiels, notamment devant l'Académie des sciences coloniales, à Paris, le général Juin ne dissimula pas son objectif, qui était d'établir au Maroc une co-souveraineté, ce qui est en contradiction avec tous les traités internationaux, y compris le traité de protectorat.

Les entretiens de Paris

Devant l'impasse, le Président de la République française, invita S. M. le Sultan à rendre une visite amicale à la France. Le souverain subordonna son accord à la possibilité de nommer les deux membres de son cabinet politique, et d'ouvrir des négociations pour trouver une solution convenable.

Les négociations n'aboutirent pas. S. M. le Sultan remit au gouvernement français deux mémorandums, dont l'esprit se trouve résumé dans le discours du Trône du 18 novembre 1950 :

« Nous avons exposé notre désir par écrit et oralement aux hommes d'Etat français, avec tous les éclaircissements nécessaires. Il tend à asseoir les rapports franco-marocains sur des bases nouvelles, par un accord définissant à la fois le but de ces rapports et les moyens de l'atteindre avec le concours de la France ».

Mais le gouvernement français n'accepta pas ce point de vue. Il soutint l'intangibilité du protectorat, et se borna à proposer des réformes partielles, d'ailleurs jugées insuffisantes (droit syndical avec discrimination) et suggéra des commissions mixtes qui seraient chargées d'étudier ces réformes, à Rabat. De retour au Maroc, Sa Majesté le Sultan fut accueillie par un peuple unanime. L'« A.F.P. » dénombre plus de 200.000 manifestants, à Casablanca.

Le complot du général Juin pour déposer S. M. le Sultan

Devant la résistance de S. M. le Sultan, la Haute colonisation exigea du résident général l'emploi de méthodes de force. A divers symptômes, on pouvait se rendre compte qu'une grande offensive était en préparation ; campagnes de presse, où S. M. le Sultan était accusée de refuser les réformes, ou bien de collusion avec l'Istiqlal, voire avec les communistes. Violentes attaques contre l'Istiqlal, accusé d'injurier la France, incriminé à la fois de féodalisme et de communisme.

Dans le même temps, toute la presse arabe était réduite au silence par la censure, et tous les visas de voyage étaient retirés aux Marocains. On sentait que les sources de ces campagnes étaient le service d'information du résident général, ou l'office du Maroc à Paris.

Parallèlement, étaient mobilisées toutes les forces réactionnaires et réactionnaires : chefs de confréries, créatures de l'administration, certains pachas et caïds soucieux de conserver leur fortune acquise par les exactions administratives, judiciaires et fiscales. Au premier rang, se trouvait le pacha de Marrakech, El Glaoui, qui fut un des principaux instruments du complot.

L'exécution du complot

L'exécution du complot consista à utiliser deux incidents : l'incident du pacha El Glaoui, et l'incident du Conseil de gouvernement pour lancer l'ultimatum à S. M. le Sultan.

a) L'incident El Glaoui

L'administration prétendit que le pacha de Marrakech, El Glaoui, représenté inexactement comme agissant au nom des tribus berbères, avait désapprouvé S. M. le Sultan, pour la sympathie qu'Elle portait à l'Istiqlal. Il se serait posé en champion de la tradition de l'Islam.

Un communiqué du 4 janvier 1951 du grand vizir de S. M. le Sultan a mis au point cet incident. Tout d'abord, il est clair que le pacha n'est qu'un fonctionnaire régional du Sultan. Ensuite, El Glaoui avait « demandé que les auteurs de doléances relevant du commandement du pacha ne fussent pas écoutés au palais impérial... Il se plaignit, en outre, d'attaques des milieux nationalistes et de la presse française... ».

Après que S. M. le Sultan lui eut fait connaître qu'Elle ne pouvait supprimer le droit traditionnel de doléances, et ajouté qu'il existait des tribunaux pour la répression des délits de diffamation, le pacha ayant réitéré ses plaintes sur un ton irrévérencieux, il fut congédié. L'interdiction d'accéder au palais, lui fut signifiée par le grand vizir.

b) Les incidents du Conseil de gouvernement

Le rapporteur général du budget, M. Ahmed Lyazidi, président de la Fédération des chambres de commerce et d'industrie, le rapporteur du budget des Travaux publics, M. Laghzaoui, dans leurs rapports au Conseil de gouvernement, mirent l'accent sur la signification qui s'attachait aux chiffres de ce budget. Le premier déclara: « Le trait caractéristique du budget marocain réside d'abord dans le fait que ce budget est l'expression vivante et chiffrée de la politique dite de protectorat ». De son côté, M. Laghzaoui dit, dans son rapport : « C'est un fait que c'est la colonie européenne, de plus en plus maîtresse des secteurs-clés de l'économie marocaine, qui profite directement et principalement de cette infra-structure constituée par les ports, le réseau routier et ferroviaire, l'hydraulique. Les Marocains en profitent également mais à titre subsidiaire ».

Ces propos furent jugés injurieux, et M. Laghzaoui expulsé. M. Lyazidi et la plupart des membres élus quittèrent le Conseil, par solidarité. Ils furent exclus. L'administration s'empara de l'incident pour orchestrer une violente campagne contre l'Istiqlal accusé de menées antifascistes.

c) L'ultimatum du général Juin

C'est dans le climat ainsi créé que le résident général crut le moment venu de lancer son ultimatum. C'était le 26 janvier 1951, le jour précédant son départ en Amérique. Il avait reçu la veille une délégation de la haute colonisation (chambre d'agriculture et Association des anciens contrôleurs civils) qui lui avait déclaré compter sur lui pour déposer le Sultan, et avait exigé cet « acte d'autorité ». On remarqua que certaines dépêches, dans la presse française, évoquaient dans le même temps, curieusement, la possibilité d'une abdication du Sultan.

Au cours de l'entrevue, le général Juin demanda au souverain marocain : 1° de désavouer solennellement l'Istiqlal ; 2° de renvoyer les membres du cabinet impérial, ainsi que certains hauts fonctionnaires.

Sa Majesté estima qu'en sa qualité de souverain du pays, Elle entendait rester au-dessus des partis politiques et que rien ne justifiait le renvoi des fonctionnaires.

C'est alors que le général Juin lança son ultimatum « Exécution des demandes précitées ou bien abdication, sinon la déposition suivant les instructions de mon gouvernement. Je pars en Amérique et je vous demande de réfléchir durant mon absence ».

Les informations de presse et les débats parlementaires, à la commission des affaires étrangères, alarmèrent le peuple marocain.

Le collège des Ulemas de Fès s'empressa de proclamer sa confiance en S. M. le Sultan Mohammed V. L'opinion publique internationale s'émut. La Ligue arabe se saisit du problème.

Le 12 février, de retour d'Amérique, le général Juin réitéra ses demandes à S. M. le Sultan, et le 13 février lui adressa un projet de déclaration impériale condamnant solennellement l'Istiqlal. Le lendemain, Sa Majesté réunit un conseil des vizirs auquel furent adjoints les Ulémas (théologiens de l'Islam). A l'unanimité, le Conseil estima que rien ne justifiait le désaveu d'une certaine catégorie de sujets de Sa Majesté. Il se rendit auprès du général Juin, pour lui communiquer son avis de vive voix. Le résident général déclara : « Si vous n'exécutez pas mes ordres, les tribus berbères se ruèrent sur les citadins, pour les assassiner, piller, massacrer. Vous viendrez alors en tremblant me demander secours. Mais je ne vous protégerai point ».

Le Conseil des vizirs maintint son attitude. Le général Juin décida, le 22 février, la rupture des relations officielles avec le Palais. Sa Majesté le Sultan demanda l'arbitrage du gouvernement français.

d) Le protocole du 25 février 1951

Les autorités de contrôle intimèrent à un certain nombre de cavaliers des tribus l'ordre de se rendre à Fès et à Rabat, et de camper dans les environs. Les campagnards se laissèrent d'autant plus facilement duper qu'ils étaient habitués à être réquisitionnés à l'occasion de toutes les cérémonies officielles. La presse officielle induisit l'opinion en erreur, en prétendant que les tribus en effervescence et les montagnards en armes marchaient sur les villes. L'administration française avait dû faire appel à l'armée, pour protéger les citadins. Le palais im-

périal et la résidence du prince héritier étaient cernés par les troupes françaises, sous prétexte de protection.

Dans un tel climat de terreur, M. de Blesson, délégué de la Résidence, se rendit au palais impérial, au matin du dimanche 25 février, pour remettre à S. M. le Sultan une lettre du Président de la République française, appuyant le général Juin et invitant S. M. le Sultan à s'incliner. Le même jour, à 18 heures, le général Juin fit remettre à S. M. le Sultan, un protocole avec un délai de deux heures pour le signer, sinon le trône marocain serait considéré comme vacant. Sa Majesté signa à 20 heures.

Le protocole contenait les points suivants : 1° proclamation de Sa Majesté et déclaration du grand vizir, pour désavouer les méthodes de ce qu'on appela « un certain parti » ; 2° expulsion des membres du cabinet impérial et renvoi de hauts fonctionnaires du Maghzen et du recteur de l'université Karaouyne ; 3° remaniement comportant la destitution de certains vizirs et délégués ; 4° révocation de certains caïds et remplacement par d'autres candidats de l'administration ; 5° signature des textes législatifs, objets du désaccord.

Divers témoignages français confirment la manière dont se sont déroulés les événements ci-dessus. Une personnalité française du Maroc écrit à M. Jean Rous :

« Mais lorsqu'on voit qu'on a arraché à leurs travaux agraires près de 10.000 cavaliers, sous le prétexte qu'il y a une grande fête à Fès, qu'on les a fait coucher la veille à la belle étoile, aux portes de la ville, et qu'encadrés par la police, on les fait défiler à travers la Médina, pour semer la terreur, cela dépasse l'entendement. Comment la France (« Notre Dame la France », de de Gaulle), la France de 1789 a-t-elle pu s'abaisser à de telles pratiques ? Qui veut-on tromper, où veut-on en arriver ? A quoi riment ces manifestations préfabriquées qui crèvent les yeux ? »

Dans une lettre de M. Pierre Parent, ancien député des Français du Maroc, à MM. Jean Rous et Claude Bourdet, on peut lire ceci, qui contraste avec la version officielle :

« Dans la soirée du 25 février, le mokadden passe chez les Marocains, à Bir Jedid, pour leur dire que tous devaient se rendre le lendemain à Azemmour, pour 8 heures. Il indiqua que ceux qui ne se rendraient pas à la convocation le regretteraient... Pris en charge, à Azemmour, on les plaça par rangs de quatre ou cinq et on les fit parcourir plusieurs fois les rues de la ville, pour bien les montrer à la population ».

Voilà les manifestations spontanées. Il est à noter qu'on en organisa du même style contre l'Istiqlal, faisant signer de

force des pétitions. Parfois il s'agissait de simples supercheres : à Skhirat, l'administration française convoqua les chômeurs et leur fit apposer leurs noms sur des listes qui devinrent des « pétitions de loyalisme ».

Parallèlement, se déchaînait la répression : on arrêta de très nombreux nationalistes. Cette répression se poursuit. A leur tour, la campagne et les tribus réagirent contre la duperie et la pression administrative. Le journal « Le Monde » du 3 avril 1951 note que « des groupes d'indigènes s'assemblent silencieusement dans certaines agglomérations, auprès des contrôles civils. Quand on s'enquiert sur ce qu'ils attendent, ils se bornent à dire qu'ils réclament la démission de leurs pachas et caïds ayant pris position le mois dernier contre le Sultan ».

Enfin, la confirmation la plus authentique de tous ces procédés de force et de violence, incompatibles avec les principes démocratiques de la charte des Nations Unies, a été apportée par S. M. le Sultan lui-même. Elle put, en effet, déclarer au seul journaliste égyptien qui ait été autorisé à pénétrer au Maroc, le Dr Mahmoud Azmi : « **Pour éviter des conséquences fâcheuses pour mon peuple, j'ai signé sous la contrainte** ».

La crise marocaine continue. Devant le refus du gouvernement français de régler le problème marocain par de libres négociations avec le Sultan, les Etats arabes ont porté ce conflit devant l'O.N.U.

D'OU VIENT LA DIFFICULTÉ DE LA FRANCE A RÉSOUDRE LE PROBLÈME COLONIAL ?

Si l'on excepte le cas des puissances comme l'Espagne, le Portugal, la Belgique, il apparaît que la France est le pays qui, à l'heure actuelle, s'avère le moins capable de résoudre le problème colonial, alors qu'elle a souvent, dans le passé, en 1789 et en 1848, proclamé le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes.

L'Angleterre a accordé l'indépendance aux Indes, au Pakistan, à Ceylan, à la Birmanie ; elle négocie l'autonomie même avec certains pays d'Afrique Noire (Gold Coast, Nigeria) ; la Hollande et l'Indonésie se sont finalement mises d'accord, sous la pression de l'O.N.U. ; les U.S.A. ont accordé l'indépendance aux Philippines. Les Nations Unies ont solennellement reconnu le droit à l'indépendance de la Libye. Par contre, la France est toujours en guerre avec le Viet-Nam ; elle s'est livrée à de sanglantes répressions en Algérie, à Madagascar et en Côte d'Ivoire. La tension existe dans toute l'Afrique du Nord.

Il y a à cette situation deux raisons. La première est que la politique française dans les territoires non autonomes, est le résultat de la pression des oligarchies coloniales locales. Les privilégiés se subordonnent les services politiques et administratifs de la métropole, et procèdent par voie de chantage. L'état-major colonialiste régent souverainement les ministères. Déjà en 1939, le ministre Mandel pouvait déclarer que le ministre qui entreprendrait une œuvre d'émancipation dans le sens du self-government « aurait contre lui une partie du parlement, toutes les administrations locales, tous les grands fonctionnaires »

La deuxième raison consiste dans l'inadaptation théorique et politique des cercles dirigeants français à l'évolution même du problème colonial. La déclaration de Brazzaville, qui fut pourtant considérée comme la charte de la nouvelle orientation déclare que : « la constitution éventuelle même lointaine de self-government est à écarter », alors que l'Angleterre

faisait, peu après, adopter dans la charte de l'O.N.U. les principes de l'évolution vers le self-government des peuples dépendants, et que l'Amérique se prononçait pour l'indépendance complète. On cite volontiers le préambule de la Constitution de l'Union Française, visant l'obligation de « préparer les peuples à la gestion de leurs propres affaires ». Mais on oublie d'ajouter que les articles de la Constitution elle-même sont tout à fait restrictifs. Les « Etats associés », terme ultime de l'évolution dans « l'Union française », sont subordonnés à la tutelle économique, militaire, diplomatique de la métropole. Il n'y a pas d'égalité entre Etats dans l'Union française. Et malgré cela, cette Constitution a paru subversive à la grande majorité des colonies françaises des divers pays d'outre-mer, lors des divers référendums de 1946.

C'est dans ces conditions qu'est devenue indispensable une action internationale, par l'intermédiaire des Nations Unies, pour remettre la France au niveau de l'évolution actuelle du problème colonial. Cette action va d'ailleurs dans le sens de celle des démocrates français fidèles à leur idéal, et des traditions de la France de 1789 et 1848. Ainsi la solution pacifique des conflits, au besoin sous l'autorité internationale, permettra de sauvegarder, d'une part, les aspirations indiscutables du peuple à l'indépendance et, d'autre part, les intérêts économiques et culturels bien compris

Le souverain du Maroc et la nation marocaine se placent, en tout état de cause, sous le signe du dialogue pacifique et de la démocratie internationale

Les aspirations nationales

Le peuple marocain a acquis à ses dépens, hélas ! la conviction que l'épanouissement des institutions nationales et l'implantation des libertés démocratiques et la mise en vigueur des dispositions libérales des récentes conventions de l'O.N.U. sont incompatibles avec le maintien du régime actuel de protectorat.

Les différentes réactions populaires contre l'invasion au colonialisme camouflé sous les apparences de « protection » ont trouvé leur aboutissement dans :

A. — Le manifeste de l'Istiqlal du 11 janvier 1944, par lequel la volonté marocaine s'est clairement exprimée pour :

-- l'abolition du protectorat,

-- l'indépendance du pays.

— l'établissement d'une monarchie constitutionnelle et démocratique.

B. — Le récent pacte conclu à Tanger, le 9 avril 1951, entre les partis nationalistes :

— l'Istiqlal,

— le Parti démocrate de l'indépendance,

— le Parti national réformiste,

— le Parti de l'unité et de l'indépendance

Aux termes de ce pacte, les partis s'engagent à conjuguer leurs efforts et œuvrer dans les limites des principes suivants (arrêtés d'un commun accord et qui constituent le programme de leur action présente et future) :

1° Tous les partis signataires du pacte s'engagent à lutter pour l'indépendance complète du Maroc. Aucun parti n'acceptera l'adhésion du Maroc à l'Union Française. Les rapports entre le Maroc indépendant et la France devront être définis par un nouveau traité ;

2° Aucun but ne pourra être poursuivi avant la réalisation de l'indépendance ;

3° Pas de négociations avant la proclamation de l'indépendance ;

4° Pas de négociations avec l'occupant sur les questions mineures, dans le cadre du régime actuel ;

5° Toute action de nature à soutenir les suggestions de la résidence générale préjudiciables à Sa Majesté le roi Sidi Mohammed, sera considérée comme contraire aux clauses de ce pacte ;

6° la collaboration du Maroc avec la Ligue arabe dans le cadre de son activité avant et après l'indépendance est une obligation nationale ;

7° Les signataires de ce pacte s'engagent à n'accepter la constitution d'aucun front commun avec les communistes marocains ;

8° les partis signataires désigneront une commission de liaison et de consultation, chaque parti gardant sa liberté d'action dans le cadre des obligations de ce pacte.

C — **Position du Makhzen.** — Quant à la position du Makhzen, vis-à-vis du régime existant, elle apparaît, non seulement à travers les déclarations officielles de Sa Majesté le Sultan, mais également à travers ses entretiens officiels avec le gouvernement français, lors de son voyage à Paris, en octobre 1950.

I. — DECLARATIONS OFFICIELLES

« Le Maroc, comme vous le savez, a pris une part active dans la dernière guerre, par ses fils et par tous les moyens dont il disposait, jusqu'à la victoire finale. Aujourd'hui que tous les peuples réclament des droits compatibles avec les temps modernes, il est juste que le peuple marocain obtienne ses droits légitimes et voie se réaliser nos aspirations. »

(Déclaration faite devant le corps diplomatique venu le saluer à Tanger, lors de la visite qu'Elle fit à cette ville en avril 1947.)

« Le Maroc tient absolument à avoir dans l'avenir des relations cordiales avec tous les pays qui ont défendu la liberté et qui continuent à défendre sa cause.

« Le Maroc désire ardemment acquérir ses droits entiers.

« Il va sans dire que le Maroc, étant un pays attaché par des liens solides aux pays arabes d'Orient, désire naturellement que ces liens se raffermissent de plus en plus, surtout depuis que la Ligue arabe est devenue un organisme important qui joue un grand rôle dans la politique mondiale. »

(Déclaration de Sa Majesté à la presse, Tanger le 12 avril 1947.)

« Le peuple, qui s'éveille enfin, prend conscience de ses droits, et suit le chemin le plus efficace pour reprendre son rang parmi les peuples.

« Mais, s'il est vrai que c'est en se désintéressant de ses droits qu'on les perd, il n'en est pas moins certain que les droits légitimes sont toujours obtenus lorsqu'ils sont recherchés dans les voies de la légalité.

« Les droits légitimes du peuple marocain ne peuvent se perdre et ne se perdront jamais. »

(Extrait du discours du 10 avril 1947, à Tanger.)

« S. M. le Sultan, loin de refuser le droit de vote à ses fidèles sujets, a toujours précisé que ce droit doit leur être octroyé, dans les conditions habituelles d'une parfaite légalité.

« Elle attache une grande importance à ce que ce vote ait lieu au premier degré et soit en tous points identique au vote des peuples libres. »

(Extrait du communiqué du secrétariat particulier de S. M. le Sultan, du 24 septembre 1947.)

« Nous ne nous sommes point départi de la ligne de conduite que Nous nous étions tracée pour servir le pays : rechercher l'intérêt de Notre peuple, rester fidèle et dévoué aux principes démocratiques de l'Islam et n'épargner aucun effort jusqu'à ce que Nos fidèles sujets obtiennent ce à quoi ils ont droit, c'est-à-dire d'être un peuple libre, exerçant la plénitude de ses droits légitimes, jouissant comme nation arabe et musulmane de son unité et de sa souveraineté, et occupant la place qui lui revient parmi les nations libres et souveraines. »

(Extrait du discours du Trône de Sa Majesté du 18 novembre 1947.)

« Nous sommes convaincu que seul le régime démocratique donne les meilleures garanties pour la sauvegarde de l'intérêt général. »

(Extrait du discours du Trône de Sa Majesté du 18 novembre 1949.)

« Nous n'avons pas perdu de vue un seul instant que le meilleur régime sous lequel puisse vivre un pays jouissant de sa souveraineté et s'administrant lui-même, est le régime démocratique en vigueur dans le monde contemporain, régime qui n'est pas en contradiction avec les principes de l'Islam. »

(Extrait du discours du Trône prononcé par Sa Majesté, le 18 novembre 1950.)

II. — LES ENTRETIENS DE PARIS

Les entretiens de Paris, en octobre 1950, ont porté essentiellement sur le problème marocain. Sa Majesté le Sultan a demandé l'abolition du traité de 1912, mais le gouvernement français lui a opposé une fin de non-recevoir ainsi qu'il se dégage des passages suivants du discours du Trône prononcé par Sa Majesté le Sultan, le 18 novembre 1950 :

« Vous savez certainement à quel point Nous veillons sur l'avenir du Maroc. Nous Nous attachons à la protection de ses droits et de ses intérêts, à la sauvegarde de ses institutions fondamentales et de sa personnalité. C'est pour ces raisons qu'après avoir répondu à l'aimable invitation de M. le Président de la République française, Nous avons tenu en tout pre-

mier lieu à exposer le problème marocain aux hautes autorités françaises et à rechercher, de concert avec elles, une solution répondant à nos aspirations et à nos vœux. »

« Dans les entretiens politiques que Nous avons eus à Paris, Nous n'avons jamais visé à renforcer Notre pouvoir pour des fins personnelles, l'intérêt du pays, son évolution et son progrès ayant été l'unique mobile de Nos démarches et de Nos efforts.

« Nous avons exposé Notre désir, par écrit et oralement, aux hommes d'Etat français, avec tous les éclaircissements nécessaires. Il tend à asseoir les rapports franco-marocains sur des bases nouvelles, par un accord définissant à la fois le but de ces rapports et les moyens de l'atteindre avec le concours de la France.

« Notre exposé a été fait dans une atmosphère de cordialité et d'amitié. Nous ne perdons pas l'espoir qu'il sera un jour compris et bien accueilli, car Nous sommes convaincu que les fondements sur lesquels reposent les relations politiques entre les Etats doivent suivre les lois universelles, c'est-à-dire évoluer avec les situations et tenir compte des changements de circonstances. »

Ainsi, le régime du protectorat n'a réussi qu'à faire l'unanimité contre lui. La France ne pourrait le maintenir que par la force et la violence, ce qui provoquerait un état permanent d'effervescence et d'agitation et compromettrait gravement la paix et la tranquillité du pays.

Discours prononcé par S. M. le Sultan Mohamed V le 18 novembre 1951 à l'occasion de la Fête du Trône

On ne saurait méconnaître les grandes responsabilités qui nous incombent vis-à-vis de Dieu et des hommes dans l'accomplissement de la mission que nous remplissons et la conduite des affaires à nous confiées.

Nous nous sommes juré, depuis que Dieu nous a assigné cette tâche, d'agir sans relâche ni découragement jusqu'à ce que nous ayons redonné au pays sa grandeur d'hier et sa glorieuse puissance et que nous l'ayons élevé à un rang conforme à sa brillante histoire, digne de son noble passé et de sa position stratégique importante, en raison de sa situation géographique privilégiée.

Notre but, ce faisant, étant le service de l'intérêt

général et la satisfaction des aspirations légitimes de notre peuple dans toute la mesure de nos moyens.

En plusieurs circonstances, nous vous avons déjà déclaré que le meilleur régime sur lequel peut vivre un pays, jouissant de sa souveraineté et s'administrant lui-même, est le régime démocratique qui est conforme à notre religion tolérante et généreuse qui garantit aux individus comme aux collectivités une vie paisible et stable. Nous ne cessons d'être fidèle à notre principe et de le mettre en application, étant convaincu que ce régime assurera à notre peuple le maximum de liberté, d'équité et de dignité. Nous n'épargnons aucun effort, dans l'intérêt de la nation, pour la sauvegarde de son intégrité jusqu'à ce qu'elle atteigne la réalisation de ses espoirs.

C'est dans cette intention que nous nous sommes rendu l'année dernière à Paris, dans le but essentiel d'exposer le problème marocain au gouvernement français et de nous employer, avec lui, à trouver une solution répondant à nos désirs et à nos aspirations, comme nous l'avons déclaré dans notre précédent discours du trône ; nous avons présenté à ce sujet deux mémoires, datés respectivement du 3 octobre et du 1^{er} novembre, mémoires qui ne laissent place à aucune équivoque et qui traduisent notre désir de voir les relations franco-marocaines définies dans une convention, garantissant au Maroc la pleine souveraineté et établissant des rapports avec la France, sur des bases nouvelles, dans le cadre de l'amitié et de la dignité des deux nations, et le respect des intérêts supérieurs des deux pays et sauvegardant les intérêts des divers éléments résidant dans notre royaume.

NOUS NE CESSONS D'ESPERER, depuis lors, **L'OUVERTURE DE NEGOCIATIONS A CE SUJET, NEGOCIATIONS QUE NOUS ATTENDONS TOUJOURS**, tout en restant fermement attaché à notre principe supérieur et à notre but idéal. Le succès de ces questions d'une telle importance est fonction d'une persévérance qui ne connaît ni la lassitude ni l'ennui.

Malgré la **CRISE** et les **DOULOUREUX EVENEMENTS** que **NOUS AVONS ENDURES** au cours de cette année, nous ne cessons de poursuivre nos efforts jusqu'à ce que nous ayons obtenu satisfaction.

Que Dieu affermisse nos pas et ceux de nos frères Arabes et Musulmans d'Orient et d'Occident, qu'il leur prête à tous son puissant concours et qu'il les entoure de sa divine bienveillance.

ANNEXE

Traité de Protectorat

Conclu à Fès, le 30 mars 1912, entre la France et le Maroc

Le gouvernement de la République française et le gouvernement de Sa Majesté chérifienne, soucieux d'établir au Maroc un régime régulier, fondé sur l'ordre intérieur et la sécurité générale, qui permette l'introduction des réformes et assure le développement économique du pays, sont convenus des dispositions suivantes :

Article premier. — Le gouvernement de la République française et Sa Majesté le Sultan sont d'accord pour instituer au Maroc un nouveau régime comportant les réformes administratives, judiciaires, scolaires, économiques, financières et militaires, que le gouvernement français jugera utile d'introduire sur le territoire marocain.

Ce régime sauvegardera la situation religieuse, le respect et le prestige traditionnel du Sultan, l'exercice de la religion musulmane et des institutions religieuses, notamment de celle des Habous. Il comportera l'organisation d'un Makhzen chérifien réformé.

Le gouvernement de la République se concertera avec le gouvernement espagnol au sujet des intérêts que ce gouvernement tient de sa position géographique et de ses possessions territoriales sur la côte marocaine.

De même, la ville de Tanger gardera le caractère spécial qui lui a été reconnu et qui déterminera son organisation municipale.

Art. 2. — Sa Majesté le Sultan admet, dès maintenant, que le gouvernement français procède, après avoir prévenu le Makhzen, aux occupations militaires du territoire marocain qu'il jugerait nécessaires au maintien de l'ordre et de la sécurité des transactions commerciales et à ce qu'il exerce toute action de police sur terre et dans les eaux marocaines.

Art. 3. — Le gouvernement de la République prend l'engagement de prêter un constant appui à Sa Majesté chérifienne contre tout danger qui menacerait Sa personne ou Son trône, ou qui compromettrait la tranquillité de ses Etats. Le même appui sera prêté à l'héritier du trône et à ses successeurs.

Art. 4. — Les mesures que nécessitera le nouveau régime de protectorat seront édictées, sur la proposition du gouvernement français, par Sa Majesté chérifienne ou par les autorités auxquelles Elle en aura délégué le pouvoir. Il en sera de

même des règlements nouveaux et des modifications aux règlements existants.

Art. 5. — Le gouvernement français sera représenté auprès de Sa Majesté chérifienne par un commissaire résident général, dépositaire de tous les pouvoirs de la République au Maroc, qui veillera à l'exécution du présent accord.

Le commissaire résident général sera le seul intermédiaire du Sultan auprès des représentants étrangers et dans les rapports que ces représentants entretiennent avec le gouvernement marocain. Il sera, notamment, chargé de toutes les questions intéressant les étrangers dans l'empire chérifien. Il aura le pouvoir d'approuver et de promulguer, au nom du gouvernement français, tous les décrets rendus par Sa Majesté chérifienne.

Art. 6. — Les agents diplomatiques et consulaires de la France seront chargés de la représentation et de la protection des sujets et des intérêts marocains à l'étranger.

Sa Majesté le Sultan s'engage à ne conclure aucun acte ayant un caractère international, sans l'assentiment préalable du gouvernement de la République française.

Art. 7. — Le gouvernement de la République française et le gouvernement de Sa Majesté chérifienne se réservent de fixer d'un commun accord les bases d'une réorganisation financière qui, en respectant les droits conférés aux porteurs des titres des emprunts publics marocains, permette de garantir les engagements du Trésor hérifien et de percevoir régulièrement les revenus de l'Empire.

Art. 8. — Sa Majesté chérifienne s'interdit de contracter à l'avenir, directement ou indirectement, aucun emprunt public ou privé, et d'accorder, sous une forme quelconque, aucune concession sans l'autorisation du gouvernement français.

Art. 9. — La présente convention sera soumise à la ratification du gouvernement de la République française et l'instrument de ladite ratification sera remis à Sa Majesté le Sultan, dans le plus bref délai possible.

En foi de quoi, les soussignés ont dressé le présent acte et l'ont revêtu de leur cachet

Fait à Fès, le 30 mars 1912 (II rebiah 1330).



Table des matières

LA PHYSIONOMIE DU MAROC	5
— L'histoire du Maroc	6
— Le Maroc et la diplomatie internationale jusqu'au traité du Protectorat	7
— Les institutions marocaines avant le Protectorat	8
LE MAROC SOUS LE PROTECTORAT	11
— Le traité de 1912 analyse : (pour le texte, voir l'annexe à la fin du volume)	12
— L'administration directe dans la politique et dans l'administration	14
— La politique du Protectorat par les chiffres (projet de budget 1951)	16
— Efforts déployés pour les Marocains	18
— L'organisation judiciaire	20
— La politique économique du Protectorat	21
— La condition de la classe ouvrière marocaine	22
— Hygiène et santé publique	24
— Logement	24
— Culture et enseignement national	25
— La violation des droits de l'homme	26
LES ASPIRATIONS DU PEUPLE MAROCAIN ET SA RESISTANCE	29
— La résistance politique	30
— La crise marocaine	32
— Les entretiens de Paris (octobre 1950)	33
— Le complot du général Juin pour déposer S.M. le Sultan	34
— L'exécution du complot	34
a) L'incident El Glaoui	34
b) Les incidents du Conseil de gouvernement	35
c) L'ultimatum du général Juin	35
d) Le Protocole du 25 février 1951	36
« J'ai signé sous la contrainte »	38
D'OU VIENT LA DIFFICULTE DE LA FRANCE A RESOUDRE LE PROBLEME COLONIAL ?	39
— Les aspirations nationales	40
— Le Manifeste de l'Istiqlal (janvier 1944)	40
— Le Pacte de Tanger du Front National Marocain (avril 1951)	41
— Position du Makhzen.	42
I. — Déclarations officielles (Tanger, avril 1947) ..	42
II. — Les entretiens de Paris (Discours du Trône, 18 novembre 1950)	43
III. — Discours du Trône, 18 novembre 1951	44
ANNEXE : Texte intégral (version française) du traité de Protectorat (30 mars 1912)	46

